Conseil d'Etat
Section de législation
- 1 MAR 1956
- 1 -
Coordination (2)

L. 5135/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 16 mars 1956, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux officiers auxiliaires de la Force Aérienne, pilotes et navigateurs", a donné le 27 mars 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e Maart 1956 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de hulpofficieren van de Luchtmacht, piloten en navigatoren", heeft de 27e Maart 1956 het volgend advies gegeven :

Le projet exécute la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs.

L'article 3 de cette loi a déjà reçu son exécution par l'arrêté royal du 2 janvier 1956 relatif au recrutement des candidats officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs.

Par souci d'unité des textes, le Conseil d'Etat suggère d'insérer cet arrêté royal du 2 janvier 1956 dans le projet dont il doit normalement former le chapitre Ier.

En proposant cette insertion, le Conseil d'Etat n'émet pas d'avis au sujet des dispositions de cet arrêté, qui a été pris d'urgence par application de l'article 2 de la loi du 23 décembre 1946.

\+

\+ \+

Parlant des candidats officiers auxiliaires, la loi du 23 décembre 1955 dispose en son article 5, § 1er, que le Ministre de la Défense nationale peut "résilier l'engagement pour inaptitude physique, sur avis conforme d'une commission médicale". Elle ajoute que "le Roi détermine la composition de cette commission ainsi que la procédure à suivre devant elle".

.../...

Le projet, qui vise à régler complètement l'exécution de cette loi, omet d'exécuter cette disposition.

La commission d'aptitude et la commission d'aptitude d'appel, dont il est question dans la réglementation médicale d'aptitude physique au service du personnel navigant de l'aéronautique militaire approuvée par l'arrêté du Régent du 27 décembre 1946, ne peuvent être compétentes pour donner l'avis prévu par la loi; suivant les articles 1er et 83 de cette réglementation, ces commissions sont composées par le Ministre de la Défense nationale.

La commission militaire d'aptitude et de réforme et la commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel créées par l'arrêté royal du 25 octobre 1950 ne sont pas non plus compétentes; l'article 2 de cet arrêté royal énumérant les hypothèses dans lesquelles elles sont appelées à statuer ou à donner un avis, ne vise pas les résiliations d'engagement des officiers auxiliaires et des candidats officiers auxiliaires. Sans doute l'article 2, 8°, de cet arrêté prévoit-il que la commission militaire d'aptitude et de réforme est chargée de "donner son avis ou faire des propositions sur toute question de principe et sur tout cas particulier qui lui serait soumis par le Ministre de la Défense nationale "; une telle disposition ne peut être considérée comme répondant au prescrit de l'article 5 de la loi du 23 décembre 1955.

Le Conseil d'Etat observe que l'arrêté royal du 16 avril 1952 relatif aux officiers auxiliaires de la force aérienne que le projet abroge, dispose en son article 36 :

.../...

"La réglementation relative aux commissions militaires d'aptitude et de réforme est applicable aux officiers qui pourraient devoir quitter le cadre des officiers auxiliaires pour cause d'inaptitude physique".

S'il entre dans les intentions du Gouvernement de confier aux commissions instituées par l'arrêté royal du 25 octobre 1950 le soin de donner un avis avant la résiliation, pour inaptitude physique, de l'engagement du candidat officier auxiliaire, le projet devrait reprendre une disposition similaire à celle de l'arrêté royal du 16 avril 1952 ou compléter l'énumération comprise dans l'article 2 de l'arrêté royal du 25 octobre 1950.

La présente observation vaut également pour la résiliation, pour cause d'inaptitude physique, de l'engagement de l'officier auxiliaire qui, aux termes de l'article 9 de la loi du 23 décembre 1955, ne peut également être prononcée que "sur avis conforme d'une commission médicale".

\+

\+ \+

L'article 4 du projet dispose :

"Si le candidat officier auxiliaire est officier de réserve, il doit offrir la démission de son grade d'officier de réserve le jour de sa nomination au grade de sous-lieutenant auxiliaire".

.../...

Tel qu'il est rédigé, cet article ne répond pas exactement aux intentions du Gouvernement qui entend accepter la démission du cadre de réserve par un arrêté daté du même jour que celui nommant l'intéressé au grade de sous-lieutenant auxiliaire. Pour répondre à ces intentions, le Conseil d'Etat propose d'insérer dans l'article 3, comme condition supplémentaire pour pouvoir être nommé sous-lieutenant auxiliaire, celle d'avoir offert sa démission d'officier de réserve.

\+

\+ \+

Il résulte de l'article 4 de l'arrêté royal du 2 janvier 1956 que le candidat officier auxiliaire conserve son grade dans les cadres de réserve; en cas de résiliation de son engagement, si d'autres dispositions d'ordre disciplinaire n'entrent en jeu, il conservera son grade d'officier de réserve.

L'article 4 du projet, au contraire, ne règle pas la réintégration éventuelle dans les cadres de réserve, de l'officier auxiliaire qui a dû offrir sa démission de ce cadre pour pouvoir accéder au grade de sous-lieutenant auxiliaire.

Le Conseil d'Etat se demande s'il n'y a pas là un oubli de la part du Ministère de la Défense nationale en ce qui concerne notamment les officiers dont l'engagement a été résilié pour inaptitude physique au seul service navigant, et les officiers qui ont obtenu, à leur demande, la résiliation de leur engagement.

.../...

Si le Gouvernement avait l'intention de régler ce point, la disposition nécessaire devrait trouver sa place comme article final de la section relative à la résiliation de l'engagement d'officier auxiliaire.

\+

\+ +

L'article 5 du projet dispose :

"Le Ministre de la Défense nationale détermine les règles suivant lesquelles sont classés entre eux les candidats nommés à la même date".

Tel qu'il est rédigé , cet article semble donner au Ministre le pouvoir de modifier le classement qui découle normalement de l'ordre des nominations faites par le Roi. Si tel était son objet, il irait à l'encontre de dispositions régissant l'avancement des officiers du cadre actif de la force aérienne qui sont rendues applicables aux officiers auxiliaires par l'article 7 de la loi du 23 décembre 1955.

Mais il résulte des informations données au Conseil d'Etat que le classement dont l'article 5 vise à charger le Ministre devra intervenir antérieurement aux nominations, et déterminera l'ordre de celles-ci.

En s'obligeant ainsi à user de son pouvoir de nomination dans l'ordre d'un classement dont les règles sont fixées discrétionnairement par le

Ministre, le Roi procède à un démembrement du pouvoir de nomination qui risque d'excéder les limites des délégations permises. Il conviendrait, pour échapper à cet inconvénient, que le Roi fixe à tout le moins les critères sur lesquels le Ministre devra se baser pour effectuer le classement des candidats. Le Roi a fixé ces critères dans divers articles de l'arrêté royal du 29 avril 1954 pour le recrutement des candidats officiers d'active par la voie du cadre; il fixe également ces criteres pour le passage des officiers auxiliaires dans les cadres actifs dans l'article 14 du projet.

Le Conseil d'Etat est, dès lors, d'avis que l'article 5 du projet doit être adapté de manière à faire ressortir que le classement effectué par le Ministre est antérieur aux nominations, et complété par la fixation des critères qui doivent être pris en considération pour effectuer ce classement.

\+

\+ \+

Suivant l'article 6 du projet, l'officier de réserve est subordonné à l'officier auxiliaire de même grade.

Comme le Gouvernement entend par là considérer l'officier auxiliaire, au point de vue de la subordination au regard de l'officier de réserve, comme un officier des cadres actifs, il y aurait

.../...

lieu de modifier l'article 6, alinéa 2, pour qu'il ne soit pas en contradiction avec les dispositions qui, dans les divers arrêtés relatifs aux officiers de réserve , règlent la question de leur subordination à l'égard des officiers des autres cadres.

+

+ +

L'article 9 du projet règle la composition de la commission d'enquête chargée de donner un avis préalablement à la résiliation de l'engagement de l'officier auxiliaire. Il prévoit notamment la présence dans cette commission de deux officiers subalternes revêtus au moins du même grade que l'officier intéressé.

Pour observer des règles traditionnelles à l'armée, il y aurait lieu de prévoir que si ces deux officiers subalternes ont le même grade que l'officier intéressé, ils doivent être plus anciens que lui dans ce grade.

Comme telle est bien l'intention du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose d'apporter à l'article 9 la modification reprise dans le texte proposé ci-après.

+

+ +

L'article 11 règle la procédure qui doit être suivie par la commission d'enquête. Il reprend pratiquement les dispositions de l'article 33 de l'arrêté royal du 16 avril 1952 relatif aux officiers auxiliaires de la force aérienne. Il faut cependant observer que le projet ne reprend pas la disposition de l'article 33, alinéa 3, de cet arrêté, qui dispose que "des témoins peuvent être entendus pour l'instruction de la cause". Le projet ne reprend pas non plus la disposition de l'article 32 de cet arrêté qui prévoit que, "si l'officier intéressé néglige de comparaître en personne, le conseil donne son avis au vu des seules pièces du dossier".

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de continuer à appliquer ces dispositions, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il est préférable de les reprendre dans le projet afin qu'il ne puisse être tiré argument de leur disparition à l'appui d'éventuels recours contentieux.

\+

\+ \+

Suivant l'article 21 de la loi du 23 décembre 1955, les dispositions de la loi du 3 avril 1948 et, par voie de conséquence, des arrêtés ayant exécuté cette loi, ne restent applicables qu'aux militaires "qui sont, à la date de publication de la présente loi, revêtus d'un grade d'officier auxiliaire ou qui sont agréés comme candidats, dans les catégories des officiers techniciens et d'administration". Une seule disposition de l'ancienne réglementation reste applicable aux candidats officiers auxiliaires

.../...

de la catégorie du personnel navigant qui possèdent cette qualité à la date de publication de la présente loi; ces candidats sont nommés au grade de sous-lieutenant auxiliaire aux conditions qui leur étaient applicables antérieurement à la publication de la présente loi.

Sous réserve de ces dispositions, la loi du 23 décembre 1955 est applicable aux officiers auxiliaires et candidats officiers auxiliaires de la catégorie du personnel navigant.

L'article 18 du projet, qui ne pourrait avoir pour objet d'étendre le champ d'application de la loi du 23 décembre 1955 ne formule qu'une constatation et est, dès lors, dénué de valeur normative. Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il doit être omis.

\+

\+ \+

L'article 19 du projet fixe le nombre d'emplois dans les cadres actifs, réservés aux officiers auxiliaires, et règle leur octroi.

L'alinéa 3 de cet article dispose que "le Ministre de la Défense nationale fixe le nombre de ces emplois attribués respectivement aux pilotes et aux navigateurs".

.../...

En insérant cette disposition dans un article ayant trait au passage d'officiers auxiliaires dans les cadres actifs en 1956, article faisant partie du chapitre relatif aux dispositions transitoires, le Roi ne donne au Ministre le pouvoir de fixer le nombre d'emplois réservés aux pilotes ou aux navigateurs que pour la seule année 1956.

Cette disposition devant, suivant les explications données au Conseil d'Etat, éventuellement s'appliquer aux années suivantes, devrait trouver sa place dans la section ayant trait au passage dans les cadres actifs.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le projet appelle des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL RELATIF AUX OFFICIERS AUXILIAIRES DE LA FORCE AERIENNE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs;

.../...

Considérant que par souci d'unité de la réglementation, il y a lieu de reprendre dans le présent arrêté royal qui exécute la loi du 23 décembre 1955, les dispositions de l'arrêté royal du 2 janvier 1956 relatif au recrutement des candidats officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. - DES CANDIDATS OFFICIERS AUXILIAIRES.

Section 1ère - Recrutement des candidats officiers auxiliaires.

Articles 1er à 4.-

... (les articles 1er à 4 de l'arrêté royal du 2 janvier 1956) ....

Section 2 - Formation et avancement des candidats officiers auxiliaires.

Article 5.-

Le candidat officier auxiliaire doit :

1° effectuer l'entraînement complet de pilote ou de navigateur, y compris la phase d'entraînement aux opérations;

2° acquérir les connaissances professionnelles requises d'un officier subalterne en service dans un wing de chasse.

Les cours requis à cet effet sont donnés dans les écoles organisées par le Ministère de la Défense nationale; toutefois, le Ministre peut faire suivre des cours à l'étranger.

Les cours sont complétés par l'accomplissement d'un stage probatoire d'une durée fixée par le Ministre de la Défense nationale, dans une escadrille de vol de la force aérienne.

Article 6.-

Le candidat officier auxiliaire peut être nommé :

caporal candidat officier auxiliaire, après deux mois de service à dater de son agréation;

sergent candidat officier auxiliaire, lorsque la qualité de pilote ou de navigateur lui est reconnue.

Ces nominations sont faites hors cadre.

La perte de la qualité de candidat officier auxiliaire entraîne la perte des grades conférés en application du présent article.

.../...

CHAPITRE II. - DES OFFICIERS AUXILIAIRES.

Section 1ère. - Nomination au grade de sous-lieutenant auxiliaire.

Article 7.-

Nul ne peut être nommé sous-lieutenant auxiliaire de la force aérienne s'il ne remplit, outre les conditions fixées par la loi du 23 décembre 1955, celles déterminées ci-après :

1° avoir fourni la preuve qu'il a suivi avec fruit la formation d'officier auxiliaire telle qu'elle est définie à l'article 5;

2° avoir accompli au moins vingt-quatre mois de service effectif dans le cadre auxiliaire;

3° posséder les qualités morales indispensables à l'état d'officier; l'aptitude est appréciée par le Ministre de la Défense nationale après avis motivé des chefs hiérarchiques de l'intéressé;

4° s'il est officier de réserve , avoir offert sa démission d'officier de réserve.

Article 8.-

Si le candidat officier auxiliaire est officier de réserve, la démission de son grade d'officier de réserve est acceptée le jour de sa nomination au grade de sous-lieutenant auxiliaire.

.../...

Article 9.-

Les candidats sont nommés sous-lieutenants auxiliaires suivant l'ordre dans lequel ils ont été classés en application des regles fixées par le Ministre de la Défense nationale.

Section 2. - Subordination.

Article 10.-

En temps de paix, l'officier auxiliaire est subordonné à l'officier des cadres actifs et de complément de même grade et de même ancienneté.

Au regard de l'officier de réserve, l'officier auxiliaire est, au point de vue de la subordination, considéré comme un officier des cadres actifs.

Section 3 . - Résiliation de l'engagement d'officier auxiliaire.

Article 11.-

L'officier auxiliaire qui compte au moins neuf ans de service actif à dater de son agréation, obtient, à sa demande, la résiliation de son engagement. Il doit donner un préavis de trois mois qui peut être écourté par le Ministre de la Défense nationale.

Celui-ci peut accorder la résiliation de l'engagement avant le terme de neuf ans, lorsque des motifs exceptionnels justifient la demande introduite par l'intéressé.

.../...

Article 12.-

Le chef de corps ou toute autorité dont dépend ce dernier, qui estime qu'un officier auxiliaire ne donne plus satisfaction pour des raisons d'ordre disciplinaire, pour inaptitude morale ou professionnelle, dresse un rapport circonstancié.

Ce rapport est porté à la connaissance de l'officier intéressé; il y appose sa signature sous la mention "VU" et peut, dans un délai de huit jours à dater de la prise de connaissance, y joindre un mémoire justificatif.

Le rapport accompagné du mémoire éventuel est transmis par la voie hiérarchique au Ministre de la Défense nationale; les divers chefs hiérarchiques y joignent leurs avis.

Si le Ministre estime que les faits reprochés sont susceptibles d'entraîner la résiliation de l'engagement, il ordonne la réunion d'une commission d'enquête.

Article 13.-

§ 1er. La commission d'enquête comprend cinq membres :

1° un officier général qui préside la commission;

2° deux officiers supérieurs;

3° deux officiers subalternes d'un grade supérieur à celui de l'officier intéressé ou tout au moins plus anciens dans le même grade.

.../...

§ 2. Trois membres au moins de la commission doivent appartenir à la catégorie du personnel navigant.

§ 3. Le Ministre de la Défense nationale désigne, dès qu'il y a lieu à convocation de la commission, les officiers qui en font partie.

Article 14.-

Le président de la commission d'enquête prévient l'officier intéressé par lettre recommandée à la poste, de la date de la séance de la commission et de l'objet de celle-ci.

Cette lettre doit parvenir à l'intéressé au moins huit jours francs avant la date fixée pour la réunion; elle indiquera le lieu où sera mis à la disposition de l'officier, pendant les cinq jours qui précèdent la réunion de la commission, le dossier qui doit être soumis à cette dernière; le dossier doit contenir l'inventaire des pièces qui y figurent.

Cette lettre invite également l'officier à comparaître en personne pour présenter sa défense ou, en cas d'impossibilité de comparaître, à envoyer sa défense par écrit.

Article 15.-

Si l'officier intéressé néglige de comparaître en personne, la commission donne son avis au vu des pièces du dossier.

.../...

Article 16.-

L'enquête est faite par écrit; les déclarations du comparant sont actées au procès-verbal si elles sont faites verbalement, ou jointes a l'enquête si elles sont présentées par écrit.

L'officier a la faculté de se faire assister par un conseil.

Des témoins peuvent être entendus pour l'instruction de la cause.

Les procès-verbaux sont signés par le président et les membres de la commission d'enquête ainsi que par l'officier intéressé qui a comparu.

Article 17.-

La commission,après en avoir délibéré, fait connaître, dans un avis motivé, s'il y a lieu ou non de résilier l'engagement de l'officier auxiliaire intéressé.

Article 18.-

... (relatif à la résiliation pour cause d'inaptitude physique,de l'engagement du candidat officier auxiliaire et de l'officier auxiliaire - voir l'observation émise dans l'avis ci-dessus)...

.../...

Section 4 . Passage dans les cadres actifs.

Article 19.-

Chaque année où des emplois sont ouverts, le Ministre de la Défense nationale fait un appel aux officiers auxiliaires désireux de passer dans les cadres actifs, qui remplissent les conditions fixées par la loi du 23 décembre 1955 et comptent au moins six mois de service actif comme officier auxiliaire.

Les demandes sont transmises par la voie hiérarchique au Ministre de la Défense nationale; les divers chefs hiérarchiques y joignent leurs avis motivés.

Le Ministre décide si les demandes sont ou non retenues; il porte ces décisions à la connaissance des intéressés.

Article 20.-

Chaque année où des emplois sont ouverts, le Ministre de la Défense nationale fixe, s'il y a lieu, le nombre de ces emplois à conférer respectivement à des pilotes et à des navigateurs.

Article 21.-

§ 1er. Chaque année où des emplois sont ouverts, un comité spécial dont la composition est fixée par le Ministre de la Défense nationale classe les candidats dont la demande a été retenue par le Ministre.

.../...

Pour établir ces classements, le comité tient compte, suivant les coefficients d'importance fixés par le Ministre :

1° de l'ancienneté de service;

2° des aptitudes professionnelles et de la manière de servir;

3° des résultats obtenus aux épreuves fixées par la loi;

4° des titres particuliers invoqués par les candidats.

§ 2. Les officiers auxiliaires sont admis dans les cadres actifs suivant l'ordre du classement effectué par le comité, à concurrence du nombre d'emplois fixé .

Article 22.-

L'officier auxiliaire est admis dans les cadres actifs avec son grade.

Son ancienneté de sous-lieutenant est fixée aux deux tiers de son ancienneté d'officier auxiliaire; toutefois, cette ancienneté ne peut être supérieure à cinq ans.

Article 23.-

L'officier auxiliaire dont l'ancienneté de sous-lieutenant d'active fixée suivant l'article 22 aurait pour effet de le classer pour l'avancement parmi

.../...

les officiers d'un grade inférieur à celui dont lui-même est revêtu, recevra un classement provisoire à la suite des officiers de son grade jusqu'au moment de la promotion à ce grade des officiers plus anciens que lui dans le grade de sous-lieutenant des cadres actifs; à ce moment, il sera classé à la suite de ces officiers.

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS PARTICULIERES ET FINALES.

Article 24.-

§ 1er. Les officiers auxiliaires et candidats officiers auxiliaires de la catégorie du personnel navigant, en service lors de l'entrée en vigueur de la loi du 23 décembre 1955, qui désirent porter leur temps de service actif à un terme de douze ans, doivent souscrire l'engagement requis, dans un délai de trois mois à dater de la publication du présent arrêté.

§ 2. Par dérogation au § 1er, les officiers auxiliaires dont l'engagement expire au cours de l'année 1956 sont autorisés à souscrire un premier engagement complémentaire d'une durée de deux ans. Il leur est loisible de solliciter, avant l'expiration de cet engagement complémentaire, l'application des dispositions du § 1er.

Article 25.-

Il est attribué, en 1956, septante emplois dans les cadres actifs, aux officiers auxiliaires de la catégorie du personnel navigant.

.../...

Le comité spécial dont il est question à l'article 21 tiendra, au cours de l'année 1956, deux sessions auxquelles pourront se présenter tous les candidats qui satisfont aux conditions fixées par l'article 19.

Il pourra être conféré au cours de la première session quarante-cinq emplois et, au cours de la seconde, les emplois restants, augmentés éventuellement des emplois non attribués.

Article 26.-

... (article 5 de l'arrêté royal du 2 janvier 1956) ...

Article 27.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 16 avril 1952 relatif aux officiers auxiliaires de la force aérienne; toutefois, cet arrêté reste applicable aux militaires visés à l'article 21, § 3, de la loi du 23 décembre 1955 et l'article 13 de cet arrêté reste applicable aux candidats officiers auxiliaires de la catégorie du personnel navigant visés à l'article 21, § 2, de la dite loi;

2° l'arrêté royal du 2 janvier 1956 relatif au recrutement des candidats officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs.

.../...

Article 28.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Toutefois, ont effet le 1er janvier 1956 :

1° les articles 1er à 4;

2° l'article 26;

3° l'article 27 en tant qu'il abroge le chapitre 1er, section 1ère, de l'arrêté royal du 16 avril 1952.

Article 29.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Het ontwerp is de uitvoering van de wet van 23 December 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren.

Artikel 3 van deze wet heeft reeds uitvoering gekregen in het koninklijk besluit van 2 Januari 1956 betreffende de aanwerving van candidaat-hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren.

Terwille van de eenheid in de teksten geeft de Raad van State de aanbeveling, dit koninklijk besluit van 2 Januari 1956 op te nemen in het ontwerp, waarvan het normaal hoofdstuk I moet vormen.

Dit voorstel betekent niet dat de Raad van State hiermede een advies uitbrengt over de bepalingen van dit besluit dat als een spoedbesluit is uitgevaardigd bij toepassing van artikel 2 van de wet van 23 December 1946.

\+

\+ \+

In verband met de candidaat-hulpofficieren zegt de wet van 23 December 1955 in artikel 5, § 1, dat de Minister van Landsverdediging "de dienstverbintenis wegens lichamelijke ongeschiktheid kan verbreken overeenkomstig het advies van een geneeskundige commissie". Ze voegt hier aan toe dat "de Koning de samenstelling van deze commissie alsmede de te volgen procedure bepaalt".

.../...

Het ontwerp, dat juist bestemd is om volledige uitvoering aan deze wet te geven, laat na deze bepaling uit te voeren.

De geschiktheidscommissie en de geschiktheidscommissie van beroep waarvan sprake is in de bij besluit van de Regent van 27 December 1946 goedgekeurde geneeskundige regeling inzake lichaamsgeschiktheid voor de dienst van het varend personeel der militaire luchtvaart, kunnen onmogelijk bevoegd zijn om het bij de wet voorgeschreven advies te geven ; volgens de artikelen 1 en 83 van deze regeling stelt de Minister van Landsverdediging deze commissies samen.

De militaire commissie inzake geschiktheid en reform en de militaire commissie van beroep inzake geschiktheid en reform, ingesteld bij het koninklijk besluit van 25 October 1950, zijn evenmin bevoegd ; onder de in artikel 2 van dit koninklijk besluit opgesomde gevallen waarin zij uitspraak moeten doen of advies moeten geven, is er geen sprake van verbreking van dienstverbintenissen van hulpofficieren en candidaat-hulpofficieren. Wel zegt artikel 2, 8°, van dit besluit, dat de militaire commissie inzake geschiktheid en reform gelast is "haar advies te geven of voorstellen te doen inzake alle principiële kwesties of alle bijzondere gevallen die haar door de Minister van Landsverdediging kunnen voorgelegd worden" ; maar zulk een bepaling kan niet worden geacht te voldoen aan het voorschrift van artikel 5 van de wet van 23 December 1955.

.../...

De Raad van State merkt op dat het door het ontwerp opgeheven koninklijk besluit van 16 April 1952 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht in artikel 36 bepaalt :

"De reglementering betreffende de militaire commissies inzake geschiktheid en reform is van toepassing op de officieren die wegens lichamelijke ongeschiktheid het kader van de hulpofficieren zouden moeten verlaten".

Mocht de Regering voornemens zijn, de bij het koninklijk besluit van 25 October 1950 ingestelde commissies te belasten advies uit te brengen vóór de verbreking wegens lichamelijke ongeschiktheid van de dienstverbintenis van de candidaat-hulpofficier, dan zou het ontwerp, ofwel een bepaling in de aard van die van het koninklijk besluit van 16 April 1952 moeten opnemen, ofwel de in artikel 2 van het koninklijk besluit van 25 October 1950 gegeven opsomming moeten aanvullen.

Dezelfde opmerking geldt voor de verbreking wegens lichamelijke ongeschiktheid van de dienstverbintenis van de hulpofficier, welke luidens artikel 9 van de wet van 23 December 1955 ook alleen "overeenkomstig het advies van een geneeskundige commissie" kan worden uitgesproken.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 4 van het ontwerp bepaalt :

"Indien de candidaat-hulpofficier reserve-officier is, moet hij het ontslag van zijn graad van reserveofficier aanbieden de dag van zijn benoeming tot de graad van hulponderluitenant".

In deze formulering beantwoordt dit artikel niet geheel aan de bedoeling van de Regering, die het ontslag uit het reservekader wenst te aanvaarden bij een besluit dat dezelfde datum draagt als het besluit tot benoeming van de betrokkene tot hulp-onderluitenant. Om met deze bedoeling rekening te houden, stelt de Raad van State voor, in artikel 3 een bijkomende eis voor benoeming tot hulponder-luitenant te stellen, namelijk ontslag als reserve-officier.

\+

\+ \+

Uit artikel 4 van het koninklijk besluit van 2 Januari 1956 blijkt, dat de candidaat-hulp-officier zijn graad in het reservekader behoudt; in geval van verbreking van zijn dienstverbintenis be-houdt hij zijn graad van reserveofficier, tenzij andere tuchtrechtelijke bepalingen mochten optreden.

.../...

Artikel 4 van het ontwerp daarentegen regelt niet de eventuele wederopneming in het reservekader van de hulpofficier die ontslag uit dit kader heeft moeten nemen om tot de graad van hulponderluitenant bevorderd te kunnen worden.

De Raad van State vraagt zich af of het hier niet gaat om een vergetelheid vanwege het Ministerie van Landsverdediging, met betrekking onder meer tot de officieren wier verbintenis is verbroken wegens lichamelijke ongeschiktheid voor de verende dienst alleen, en tot de officieren die op eigen verzoek verbreking van hun dienstverbintenis hebben verkregen.

Mocht de Regering voornemens zijn voorzieningen in dit verband te treffen, dan zou de geschikte plaats hiervoor zijn het slotartikel van de afdeling betreffende de dienstverbintenis van de hulpofficier.

\+

\+ \+

Artikel 5 van het ontwerp zegt :

"De Minister van Landsverdediging bepaalt de regels volgens welke de op dezelfde datum benoemde candidaten onderling moeten gerangschikt worden".

.../...

Zoals het is geredigeerd, blijkt dit artikel aan de Minister bevoegdheid te geven tot het wijzigen van de rangschikking, die normaal voortvloeit uit de volgorde der door de Koning gedane benoemingen. Indien dit de bedoeling was, zou het artikel in strijd komen met de bepalingen betreffende de bevordering der officieren van het actief kader der luchtmacht, welke artikel 7 van de wet van 23 December 1955 toepasselijk heeft verklaard op de hulpofficieren.

Uit de op de Raad van State ontvangen inlichtingen blijkt echter, dat de rangschikking waarmee het artikel 5 de Minister wenst te belasten vóór de benoemingen zal moeten plaats hebben en dat zij de volgorde dezer benoemingen zal bepalen.

Wanneer de Koning zich aldus er toe verbindt, van zijn benoemingsmacht gebruik te maken volgens de orde van een rangschikking waarvan de Minister discretionair de regelen heeft bepaald, komt men tot een verbrokkeling van de benoemingsmacht, die gevaar loopt de grenzen van de geoorloofde machtsopdrachten te buiten te gaan. Om dit bezwaar te ondervangen, zou de Koning althans moeten aangeven van welke criteria de Minister bij het opmaken van de rangschikking der candidaten moet uitgaan. Ten aanzien van de langs het kader aan te werven candidaat-officieren van het actief kader heeft de Koning deze criteria vastgesteld in een aantal artikelen van het koninklijk besluit van 29 April 1954 ; voor de overgang van hulpofficieren naar het actief kader bepaalt hij deze criteria in artikel 14 van het ontwerp.

.../...

Daarom is de Raad van State van oordeel dat artikel 5 van het ontwerp moet worden aangepast, om te doen uitkomen dat de door de Minister opgemaakte rangschikking aan de benoemingen voorafgaat, en dat het voorts de bij deze rangschikking te volgen criteria dient te bepalen.

\+

\+ +

Volgens artikel 6 van het ontwerp is de reserveofficier ondergeschikt aan de hulpofficier met dezelfde graad.

Aangezien de Regering aldus de hulpofficier, uit een oogpunt van ondergeschiktheid ten opzichte van de reserveofficier, wenst te beschouwen als een officier van het actief kader, behoort artikel 6, tweede lid, te worden gewijzigd om niet in tegenspraak te zijn met hetgeen in de besluiten betreffende de reserveofficieren is bepaald inzake dezer ondergeschiktheid ten opzichte van de officieren van andere kaders.

\+

\+ +

.../...

Artikel 9 van het ontwerp regelt de samenstelling van de onderzoekscommissie die gelast is een advies uit te brengen vóór de verbreking van de dienstverbintenis van de hulpofficier. Tot deze commissie zullen onder meer behoren twee lagere officieren met ten minste dezelfde graad als de betrokken officier.

Terwille van een traditionele regel bij het leger, zou moeten worden bepaald dat deze twee lagere officieren, indien zij dezelfde graad als de betrokkene hebben, een hogere ancienniteit in die graad moeten hebben dan deze.

Aangezien de Regering dit ook zo opvat, stelt de Raad van State voor, in artikel 9 de in de hierna aanbevolen tekst opgenomen wijzing aan te brengen.

\+

\+ \+

Artikel 11 regelt de procedure voor de onderzoekscommissie. Practisch neemt het de bepalingen over van artikel 33 van het koninklijk besluit van 16 April 1952 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht. Toch zij hierbij opgemerkt dat het ontwerp het bepaalde in artikel 33, derde lid, van dit besluit niet overneemt, volgens hetwelk "getuigen voor het onderzoek van het geval kunnen worden gehoord". Het neemt evenmin het bepaalde in artikel 32 over, dat zegt : "in geval de belanghebbende officier niet persoonlijk verschijnt, geeft de Raad zijn advies, alleen rekening houdend met de stukken van het dossier".

.../...

Aangezien de Regering toch voornemens is deze bepalingen verder toe te passen, acht de Raad van State het verkieslijk ze in het ontwerp op te nemen, opdat men zich op het wegvallen daarvan niet kan beroepen tot staving van eventueel beroep in betwiste zaken.

\+

\+ \+

Volgens artikel 21 van de wet van 23 December 1955 blijven de bepalingen van de wet van 3 April 1948 en dus ook de bepalingen der besluiten die deze wet hebben uitgevoerd, slechts toepasselijk op militairen "die op de datum van de bekendmaking van overhavige wet bekleed zijn met een rang van hulpofficier, of die aanvaard werden als candidaat, in de categorieën der officieren-technici en officieren van administratie"; Een enkele bepaling uit de vroegere reglementering blijft toepasselijk op de candidaat-hulpofficieren van de categorie varend personeel, die deze hoedanigheid bezitten op de datum van bekendmaking van onderhavige wet; deze candidaten worden benoemd tot de graad van hulponderluitenant "onder de voorwaarden die vóór de bekendmaking van onderhavige wet op hen van toepassing waren".

Onder voorbehoud van deze bepalingen is de wet van 23 December 1955 toepasselijk op de hulpofficieren en candidaat-hulpofficieren van de categorie varend personeel.

Artikel 18 van het ontwerp, dat niet tot doel kan hebben het toepassingsgebied van de wet van 23 December 1955 te verruimen, is een eenvoudige vaststelling en heeft dus generlei normatieve waarde. Volgens de Raad van State moet dit artikel achterwege blijven..

\+

\+ \+

Artikel 19 van het ontwerp bepaalt het getal der betrekkingen in het actief kader die voor hulpofficieren zijn weggelegd, en regelt de toekenning daarvan.

Volgens het derde lid van dit artikel "bepaalt de Minister van Landsverdediging het aantal van deze betrekkingen respectievelijk toegekend aan de piloten en aan de navigatoren".

Door het invoegen van deze bepaling in een artikel dat de overgang van hulpofficieren naar het actief kader in 1956 betreft, welk artikel deel uitmaakt van het hoofdstuk "Overgangsbepalingen", geeft de Koning aan de Minister bevoegdheid tot het vaststellen van het getal der voor piloten dan wel voor navigatoren weggelegde betrekkingen, maar dan alleen voor het jaar 1956.

Volgens door de Raad van State ontvangen inlichten zou deze bepaling eventueel ook in de nog komende jaren toepassing moeten vinden, zodat zij beter op haar plaats zou zijn in de afdeling betreffende de overgang naar het actief kader.

\+

\+ \+

Voorts zijn bij het ontwerp nog een aantal opmerkingen over de vorm te maken, waarmede in de hierna voorgestelde tekst rekening is gehouden :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE HULPOFFICIEREN VAN DE LUCHTMACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 23 December 1955 op de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren;

Overwegende dat het terwille van de eenheid in de reglementering nodig is, de bepalingen van het koninklijk besluit van 2 Januari 1956 betreffende de werving van de candidaat-hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren, over te nemen in het tegenwoordige koninklijk besluit, dat de wet van 23 December 1955 uitvoert;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - CANDIDAAT-HULPOFFICIEREN.

Afdeling 1. - Werving van candidaat-hulpofficieren.

Artikelen 1 tot 4.-

... (artikelen 1 tot 4 van het koninklijk besluit van 2 Januari 1956) ...

.../...

Afdeling 2.- Opleiding en bevordering van candidaat-hulpofficierer.

Artikel 5.-

De candidaat-hulpofficier moet :

1° de volledige training van piloot of navigator volbrengen, met inbegrip van de trainingsfase voor de operaties;

2° de beroepskennis verwerven, vereist van een lager officier in dienst bij een jachtwing.

De daartoe nodige cursussen worden gegeven in scholen die het Ministerie van Landsverdediging inricht; de Minister kan echter cursussen in het buitenland doen volgen.

De cursussen worden aangevuld door het volbrengen van een proeftijd in een vliegescadrille van de luchtmacht, waarvan de Minister van Landsverdediging de duur vaststelt.

Artikel 6.-

De candidaat-hulpofficier kan worden benoemd tot :

- korporaal candidaat-hulpofficier, na twee maanden dienst te rekenen vanaf zijn aanvaarding;

- sergeant candidaat-hulpofficier,wanneer hij in de hoedanighe van piloot of navigator is erkend.

.../...

Deze benoemingen worden buiten kader gedaan.

Het verlies van de hoedanigheid van candidaat-hulpofficier brengt het verlies mede van de krachtens dit artikel toegekende graden.

HOOFDSTUK II. - HULPOFFICIEREN.

Afdeling 1. - Benoeming tot de graad van hulponderluitenant.

Artikel 7.-

Niemand kan tot hulponderluitenant bij de luchtmacht worden benoemd tenzij hij, benevens de voorwaarden vastgesteld bij de wet van 23 December 1955, de volgende voorwaarden vervult :

1° het bewijs hebben geleverd dat hij met vrucht de opleiding van hulpofficier heeft gevolgd, zoals zij is omschreven in artikel 5;

2° ten minste 24 maanden werkelijke dienst in het hulpkader hebben volbracht;

3° de voor de staat van officier onontbeerlijke morele hoedanigheden bezitten; over de geschiktheid oordeelt de Minister van Landsverdediging, na gemotiveerd advies van de hiërarchische meerderen van belanghebbende;

4° indien hij reserveofficier is, zijn ontslag als reserveofficier hebben ingediend.

.../...

Artikel 8.-

Indien de candidaat-hulpofficier reserve-officier is, wordt het ontslag uit zijn graad van reserveofficier aanvaard op de dag van zijn benoeming tot de graad van hulponderluitenant.

Artikel 9.-

De candidaten worden tot hulponderluitenant benoemd in de volgorde waarin zijn bij toepassing van de door de Minister van Landsverdediging vastgestelde regelen zijn gerangschikt.

Afdeling 2.- Ondergeschiktheid.

Artikel 10.-

In vredestijd is de hulpofficier ondergeschikt aan de officier van het actief kader en van het aanvullingskader met dezelfde graad en met dezelfde ancienniteit.

Ten opzichte van de reserveofficier wordt de hulpofficier, wat de ondergeschiktheid betreft, als officier van het actief kader beschouwd.

.../...

Afdeling 3.- Verbreking der dienstverbintenis van de hulpofficier.

Artikel 11.-

De hulpofficier die ten minste negen jaar actieve dienst telt vanaf zijn aanvaarding, verkrijgt op zijn aanvraag de verbreking van zijn dienstverbintenis. Hij moet drie maanden tevoren opzeggen; de Minister van Landsverdediging kan deze termijn inkorten.

De Minister van Landsverdediging kan de verbreking van een dienstverbintenis toestaan vóór het verstrijken van de negen jaar, wanneer uitzonderlijke redenen de aanvraag van de belanghebbende rechtvaardigen.

Artikel 12.-

De korpscommandant of iedere overheid waarvan deze afhangt, die van mening is dat een hulpofficier om tuchtredenen, wegens morele ongeschiktheid of wegens beroepsonbekwaamheid, niet langer voldoening geeft, maakt een omstandig verslag op.

Dit verslag wordt de belanghebbende officier ter kennis gebracht; deze ondertekent het voor "Gezien" en kan er binnen acht dagen vanaf de kennisneming een memorie van verdediging aan toevoegen.

Het verslag, vergezeld van de eventuele memorie, wordt langs hiërarchische weg aan de Minister van Landsverdediging bezorgd; de verschillende hiërarchische meerderen voegen er hun advies bij.

.../...

Indien de Minister van oordeel is, dat de ten laste gelegde feiten de verbreking van de dienstverbintenis met zich kunnen brengen, roept hij een onderzoekscommissie bijeen.

Artikel 13.-

§ 1. De onderzoekscommissie bestaat uit vijf leden :

1° een opperofficier, die de commissie voorzit;

2° twee hogere officieren;

3° twee lagere officieren met een hogere graad dan de belanghebbende officier of althans met meer anciënniteit in dezelfde graad.

§ 2. Ten minste drie leden van de commissie moeten tot de categorie varend personeel behoren.

§ 3. Zodra er reden is om de commissie bijeen te roepen, wijst de Minister van Landsverdediging de officieren aan die er deel van uitmaken.

Artikel 14.-

De voorzitter van de onderzoekscommissie verwittigt bij een ter post aangetekende brief de belanghebbende officier van de datum en het voorwerp van de vergadering der commissie.

.../...

Deze brief moet de belanghebbende toekomen ten minste acht vrije dagen vóór de datum waarop de vergadering is gesteld; hij geeft de plaats op waar, gedurende de vijf dagen die de vergadering van de commissie voorafgaan, het aan deze voor te leggen dossier ter inzage van de officier ligt; het dossier moet de inventaris van de opgenomen stukken bevatten.

Deze brief nodigt de officier ook uit persoonlijk te verschijnen om zijn verweer voor te dragen of, indien hij onmogelijk kan verschijnen, zijn verweerschrift in te zenden.

Artikel 15.-

Indien de officier nalaat persoonlijk te verschijnen, geeft de commissie advies op de stukken van het dossier.

Artikel 16.-

Het onderzoek wordt schriftelijk gedaan; de verklaringen van de persoon die verschijnt worden in het proces-verbaal opgetekend indien zij mondeling gedaan worden, of bij het onderzoek gevoegd indien zij schriftelijk voorgelegd worden.

De belanghebbende officier kan zich door een raadsman doen bijstaan.

Ook getuigen kunnen voor het onderzoek van het geval worden gehoord.

De processen-verbaal worden ondertekend door de voorzitter en de leden van de onderzoekscommissie en door de betrokken officier die is verschenen.

/

Artikel 17.-

Na beraadslaging deelt de commissie bij gemotiveerd advies mede of er al dan niet grond voorhanden is om de dienstverbintenis van de belanghebbende hulpofficier te verbreken.

Artikel 18.-

... (betreffende de verbreking, wegens lichamelijke ongeschiktheid, van de dienstverbintenis van de candidaat-hulpofficier en van de hulpofficier - zie opmerking in het advies) ...

Afdeling 4. - Overgang naar het actief kader.

Artikel 19.-

Jeder jaar waarin betrekkingen worden opengesteld, richt de Minister van Landsverdediging een oproep tot de hulpofficieren die naar het actief kader wensen over te gaan, voorzover zij de bij de wet van 23 December 1955 gestelde voorwaarden vervullen en ten minste zes maanden actieve dienst als hulpofficier tellen.

De aanvragen worden langs de hiërarchische weg aan de Minister van Landsverdediging bezorgd; de verschillende hiërarchische meerderen voegen er hun gemotiveerde adviezen bij.

De Minister beslist of de aanvragen al dan niet in aanmerking worden genomen; deze beslissingen brengt hij de belanghebbenden ter kennis.

.../...

Artikel 20.-

Ieder jaar waarin betrekkingen worden opengesteld, bepaalt de Minister van Landsverdediging, zo daar grond toe is, het getal dier betrekkingen dat onderscheidenlijk voor piloten en navigatoren is te begeven.

Artikel 21.-

§ 1. Ieder jaar waarin betrekkingen worden opengesteld, rangschikt een speciaal comité waarvan de Minister van Landsverdediging de samenstelling bepaalt, de candidaten wier aanvraag door de Minister in aanmerking is genomen.

Om deze rangschikkingen op te maken, houdt het comité, volgens de door de Minister bepaalde waardecoëfficiënten, rekening met :

1° de dienstancienniteit ;

2° de beroepsbekwaamheid en de wijze van dienen ;

3° de uitslagen behaald in de bij de wet bepaalde vakexamens ;

4° de door de candidaten ingeroepen bijzondere titels.

§ 2. De hulpofficieren worden, tot het beloop van het vastgestelde aantal betrekkingen, in het actief kader opgenomen in de volgorde der door het comité opgemaakte rangschikking.

.../...

Artikel 22.-

De hulpofficier wordt met zijn graad in het actief kader opgenomen.

Zijn ancienniteit als onderluitenant wordt vastgesteld op twee derde van zijn ancienniteit als hulpofficier; deze ancienniteit mag echter niet meer dan vijf jaar bedragen.

Artikel 23.-

De hulpofficier die ingevolge zijn ancienniteit als onderluitenant van het actief kader, volgens artikel 22 bepaald, voor de bevordering zou worden gerangschikt onder officieren met een graad beneden de zijne, zal een voorlopige rangschikking krijgen na de officieren van zijn graad, tot de officieren met meer ancienniteit in de graad van onderluitenant van het actief kader dan hij tot de bedoelde graad worden bevorderd ; op dat ogenblik wordt hij na deze officieren gerangschikt.

HOOFDSTUK III.- BIJZONDERE BEPALINGEN.

Artikel 24.-

§ 1. De hulpofficieren en candidaat-hulpofficieren van de categorie varend personeel, die bij de inwerkingtreding van de wet van 23 December 1955 in dienst waren en die hun actieve diensttijd op een termijn van 12 jaar wensen te brengen, moeten de vereiste dienstverbintenis aangaan binnen drie maanden te rekenen van de bekendmaking van dit besluit.

.../...

§ 2. In afwijking van § 1 is het de hulpofficieren wier dienstverbintenis in de loop van het jaar 1956 verstrijkt, toegestaan een eerste bijkomende dienstverbintenis van twee jaar aan te gaan. Het staat hun vrij vóór het verstrijken van deze bijkomende dienstverbintenis de toepassing van het in § 1 bepaalde aan te vragen.

Artikel 25.-

Voor 1956 worden zeventig betrekkingen in het actief kader toegekend aan hulpofficieren van de categorie varend personeel.

Het speciaal comité waarvan sprake in artikel 21 zal in de loop van het jaar 1956 twee zittingen houden, waarop alle candidaten die aan de in artikel 19 gestelde voorwaarden voldoen, zich kunnen aanmelden.

Gedurende de eerste zitting kunnen 45 betrekkingen worden toegekend; gedurende de tweede, de overblijvende betrekkingen, eventueel vermeerderd met de niet toegekende betrekkingen.

Artikel 26.-

... (artikel 5 van het koninklijk besluit van 2 Januari 1956) ...

.../...

Artikel 27.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 16 April 1952 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht ; dat besluit blijft echter van toepassing op de militairen bedoeld in artikel 21, § 3, van de wet van 23 December 1955, terwijl artikel 13 van dat besluit van toepassing blijft op de candidaat-hulpofficieren van de categorie varend personeel, bedoeld in artikel 21, § 2 van genoemde wet ;

2° het koninklijk besluit van 2 Januari 1956 betreffende de aanwerving van candidaat-hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren.

Artikel 28.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Op 1 Januari 1956 hebben echter uitwerking :

1° de artikelen 1 tot 4 ;

2° artikel 26 ;

3° artikel 27 voor zover het hoofdstuk I, afdeling 1, van het koninklijk besluit van 16 April 1952 opheft.

Artikel 29.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,.

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

a chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

essieurs :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président
e Heren :		raadsheer van State,	voorzitter
	J. COYETTE,	conseillers d'Etat,	
	G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	P. ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation,	
	G. VAN HECKE,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la
rsion française et la version
erlandaise a été vérifiée
us le contrôle de M. LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.